



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/51/L.23
20 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

Cinquante et unième session
Point 159 de l'ordre du jour

ÉLIMINATION DES MESURES ÉCONOMIQUES COERCITIVES UTILISÉES
POUR EXERCER UNE PRESSION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Jamahiriya arabe libyenne : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes de la Charte des Nations Unies et en particulier ceux qui préconisent de développer des relations amicales entre les nations et de réaliser la coopération en résolvant les problèmes d'ordre économique et social,

Rappelant ses nombreuses résolutions dans lesquelles elle a invité la communauté internationale à prendre d'urgence des mesures efficaces en vue de mettre un terme aux mesures économiques coercitives,

Vivement préoccupée par la récente adoption de lois économiques coercitives d'application extraterritoriale en violation des règles du droit international et des buts des Nations Unies,

Convaincue que la prompte élimination de ces mesures va dans le sens des buts des Nations Unies et des dispositions pertinentes de l'Organisation mondiale du commerce,

1. Réaffirme le droit inaliénable qui appartient à tout État d'oeuvrer à son propre développement économique et social et de choisir le système politique, économique et social qu'il juge le plus propice au bien-être de sa population conformément à ses plans et politiques nationaux;

2. Demande que les lois unilatérales de caractère extraterritorial imposant des sanctions aux sociétés et ressortissants d'États tiers soient immédiatement abrogées;

3. Lance un appel à tous les États pour qu'ils ne reconnaissent aucune mesure ni législation économique coercitive de caractère extraterritorial imposée unilatéralement par un État quel qu'il soit;

4. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution à sa cinquante-deuxième session;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique".
